

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21460 - 79ÈME ANNÉE

## Qui a la nationalité française ? Qui ne l'a pas ? Paris veut que le droit soit différent à Mayotte pour définir le citoyen

### Le ministre de l'Intérieur veut donner à Mayotte « un sujet d'extraterritorialité » par la Constitution

L'inscription d'un droit à la nationalité française spécifique à Mayotte dans la Constitution ne freinera pas l'immigration considérée comme illégale par les autorités administrant l'île. Cette mesure ne s'attaque pas aux multiples causes de ces entrées à Mayotte sans visa.

Donner à Mayotte « un sujet d'extraterritorialité » signifie que Mayotte n'est pas pleinement intégrée dans la République : le droit commun y est différent pour dire qui a la nationalité française et qui ne l'a pas, ce qui est un sujet fondamental.

Dans ces conditions, pourquoi vouloir hâter l'application de l'égalité sociale ? L'inégalité en droits entre habitants de Mayotte et ceux des autres départements sera en effet actée dans la Constitution, et cela à la demande même d'élus mahorais. Paris pouvait-il rêver mieux ?

Ce 1er février, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, a annoncé sa volonté de plaider pour une modification de la Constitution spécifique à Mayotte au sujet de l'acquisition de la nationalité française. Ce chapitre spécifique à Mayotte a une conséquence : cela signifie que le droit commun français ne s'appliquera pas à Mayotte. Ce changement touche en effet un des piliers de la République.

« Il faut dire que le droit du sol et du sang n'est pas le même à Mayotte que sur le reste du territoire national », a déclaré le ministre de l'Intérieur, « sans doute que nous changions la Constitution pour pouvoir donner à Mayotte un sujet, de façon sécurisée, d'extraterritorialité ».

À Mayotte, les modalités d'acquisition de la nationalité française seraient spécifiques à ce seul territoire. Une telle mesure n'irait pas dans le sens de l'égalité des droits entre les habitants de Mayotte et ceux des autres départements.

À Mayotte, le SMIC brut mensuel pour un travail à

temps plein est à 1334 euros contre 1766 à La Réunion et en France. C'est 25 % de moins.

Pour le RSA, cette différence est de 50 %.

Selon le ministre de l'Intérieur, l'objectif est donc de sacraliser le « sujet d'extraterritorialité » de Mayotte dans la Constitution. N'est-ce pas vouloir dire que Mayotte ne sera jamais pleinement un territoire de la République ?

### Gage donné aux autres États ?

En effet, il semble difficile d'imaginer que « l'extraterritorialité » de Mayotte dans la Constitution s'accompagnera d'une diminution significative des traversées clandestines entre Anjouan et Mayotte. Cette inscription dans le texte fondamental de la République ne changera rien puisqu'il ne s'attaque pas aux multiples causes de ces entrées à Mayotte sans visa.

Mais n'est-ce pas un moyen de montrer aux autres États que Paris ne compte pas pleinement intégrer Mayotte à la République, en y maintenant une législation d'exception qui serait inapplicable dans n'importe quel autre département. Ceci fixe la limite aux ambitions d'intégration des Mahorais : elle ne sera pas pleine et entière dans la République.

En effet, pourquoi Gérald Darmanin ne propose-t-il pas de faire évoluer le droit du sol et du sang pour tous les départements de la République et pas uniquement Mayotte ?

Puisque pour Paris, Mayotte aura un statut de « sujet d'extraterritorialité », l'inégalité entre les citoyens de Mayotte et ceux de la République sera consacrée également.

Dans ces conditions, Mayotte ne pourra être intégrée dans la République au même titre que La Réunion. L'inégalité du SMIC et des prestations sociales va perdurer.

## Conséquence pour La Réunion

Une des conséquences de cette décision sera de favoriser l'arrivée d'habitants de Mayotte à La Réunion. Mayotte vit en effet une croissance démographique rapide sur fond de sécheresse. La violence des inégalités à Mayotte a fini par générer une insécurité se traduisant par des violences, alors que la tradition est celle d'un peuple pacifique, accueillant et hospitalier.

A deux heures d'avion, La Réunion est le département français le plus proche. C'est aussi une île de l'océan

Indien, qui a toujours eu des relations importantes avec les îles de l'archipel des Comores. Les Comoriens ont contribué à former le peuple réunionnais, et ses liens n'ont jamais été rompus.

La Réunion, c'est un SMIC augmenté de 30 %, un RSA de 100 %, un coût de la vie équivalent, l'eau courante tous les jours, pas d'insécurité sur le chemin de l'école, pas de barrages sur les routes et la possibilité de maintenir de fortes attaches avec Mayotte.

Cela signifie que la composante de notre peuple originaire de l'aire swahilie va augmenter, tout comme sa part musulmane.

**M.M.**

## Échange d'expériences entre écoles de La Réunion et de Madagascar pour la création d'une Aire marine éducative à Toliara

Dix élèves de l'école des Salines, accompagnés d'encadreurs de l'école des Salines et d'experts de l'Institut Halieutique des Sciences Marines (IHSM), seront à La Réunion du 4 au 10 février pour apprendre le fonctionnement d'une Aire marine éducative et ainsi développer un projet similaire, incluant un volet de sensibilisation à l'environnement, à Toliara en collaboration avec le projet AQUAMARINE coordonné par Mme Georgeta Stoica de l'Université de La Réunion. Cet échange est soutenu par le projet « Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien » (RECOS) de la Commission de l'océan Indien.

Cet échange entre deux écoles de La Réunion et de Madagascar vise la création d'une Aire marine éducative (AME) à l'école des Salines, Toliara, Madagascar, en collaboration avec le projet AQUAMARINE coordonné par Mme Georgeta Stoica (CUFR Mayotte/Université de La Réunion). L'école des Salines est gérée et administrée par l'ONG Bel avenir.

Il s'agit donc pour les élèves malgaches et leurs accompagnateurs, dont le directeur de l'ONG Bel avenir, de découvrir le dispositif de l'AME à travers le projet de Saint-Leu, en vue de le répliquer et de développer à Toliara des activités de sensibilisation à l'environnement. L'idée est, finalement, de pouvoir mettre en

place une AME à l'école des Salines de Toliara en bénéficiant de l'expérience réussie de l'AME de Saint Leu à partir d'un jumelage des classes concernées.

Depuis fin 2021, la Commission de l'océan Indien (COI) met en œuvre le projet de « Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien » (RECOS). Financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement (FFEM), RECOS a pour objectif de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers.

Dans le cadre de son programme d'échanges d'expériences, le projet RECOS appuie le déplacement d'acteurs de Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) au sein des États membres de la COI (Union des Comores, France/Réunion, Madagascar, Maurice, Seychelles) pour faciliter la diffusion de bonnes pratiques de résilience côtière.

Le projet RECOS facilite donc un échange d'expériences entre l'école des Salines de Toliara (Madagascar) et l'école de Saint-Leu (La Réunion). L'objectif est de s'inspirer du projet réussi d'aire marine éducative (AME) de l'école de Saint-Leu pour en créer une à Tuléar.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

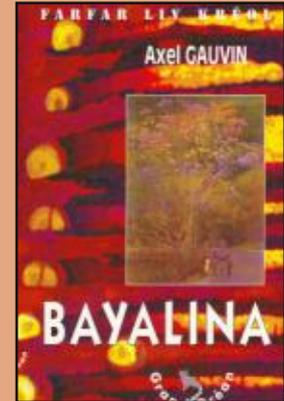
TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Bayalina

Bayalina, par Axel Gauvin... in roman dann la lang kréol rényoné,  
an fèyton dann Témoignages



## Samdi 8 séptanb (troizièm morso)

Dan nout kantine, promié zafèr : 30 tab lékol ! Lœ pov tab lékol ! I brann konm la kë lœ shien ! Poitan, lœ boi lé pa pouri, lé pa karyaté nonpli. Mé soman, aforstan d'rale tab-là issi, ral ça laba, shanz ça lékol — lékol plizanpli gafourn — lœ ténon la-fine par izé, lœ mortèz la-délashé. Epi lœ plato ! Lœ pov plato ! Lé raviné par lœ nom foyé partou, kissoi sanm kanif, kissoi — pliparditan — sanm in zékli lœ rosh, sinon ossi sanm in morso lœ zassiète n'i zoué dan la kour ansanm. Plato-là lé en osse, bèsse, kabosse, bafon. Dessi la osse : la sosse kari (ékri dessi tab-là, apré ou !). Dann bafon : grin dœriz — grin dœriz sèk, rakokiyié, en zibou konm pti kanar la-pérde la bann...

Toute fiy lékol-dé-fiy i manze dessi bann tab-là mèm. 2 par 2. Soman plato la tab-là lé si tèlman en pante, lé si tèlman gomé sanm la sosse kari, la tab i brann si tan tèlman, ke lœ bann zassiète i rofiz kale lads. I rode rienk manièr pou vole shemin. Bann fiy lé oblizé avèy ça konm delé dessi d'fé. Si zot la-bate in zié, zassiète i glisse, i galope dan la pante, lœ manzé i kapote, la robe lé ranpli sanm lœ riz, lœ kari ! Là, saspé lœ manmzèl va pète à rire, saspé èl va largue inn bordé d' zirman — la boush bann fiy-là, lé pa si tèlman prope ke demoun i kroi, oui ! Saspé ossi (enkak son manman lé fatigué aforstan d'savoné, brossé, froté, tié son kadav pou lave linz ; enkak lœ plüs pti tash i fé lèy lœ nèr son manman), saspé la fiy va pète in pléré, va largue toute larme son kor, va modi la kantine, lœ papa la kantine, va modi ziska lœ plus vié zansète kantine-là... Mé soman, pléré-li, rire-li, kontan, pa kontan, èl sar bien oblizé sekouye son rob pou fé artonbe lœ manzé dan son zassiète, èl va rakl' sanm la min (anpar zassiète ankòr) son dœ-riz sossé dessi la tab, èl va artonbe assiz devan lœ manzé ramassé, va arkomanse manze ça mèm mèm.

Anou, garson, n'i manze dessi 3 tab tréto k'i apiye lœ plato deboute dessi lœ mür kank i fé lékol dan la kantine. Na poin lœ verre pou boire deleau. La-poin lœ bro nonpli. Kank ou na soif, i fo ou i sorte déor pou alé tête lœ kanal k'i koule à-suive — na poin robiné ! — dann in gran baïy en fer. Gran baïy-là lé toultan plin, deleau i koule atèr dann in mti karo sonz (in karo sonz en plin dann milié la kour in lékol ! Sépa si bon sonz ? Sança sonz-la-gratèl ?)

Axel Gauvin

La pankor fini...

# Oté

## In gouvèrnman d'kapon, sansa in gouvèrnman d'konpliss, avèk bann viktime an takon !

Mézami, mi rapèl, in soir l'avé in sobatkoz dann in sal réstoran é l'avé in bonpé d'moune té apré atak bann plantèr La Rényon pars sa i ansèrv bonpé dézèrban, bonpé zinsèktisside, pa mal l'angré shimik é pou toute bann zatakan lo plantèr rényoné lété kaziman in l'anoizonèr. Konm La Fontaine téi ékri, toulmoune téi kriye haro dsi lo bourik.

Mé dann la sal l'avé in vré plantèr é assé anssien pou konète koman bann rényoné téi fé zot plantassion épi kossa zot téi ansèrv par l'fète. Donk lo plantèr téi ansèrv pa dézèrban, pa d'zinsèktisside, pa non pli d'langré shimik. Pou fèrtiliz son shan li téi ansèrv fimyé bèf. Pou graté li l'avé la piosh é késtyonn zinsèktisside dann tan-la l'avé près pa pars bann zinportatèr l'avé pankor inporté.

Donk la fote kissa si nou lé randu oussa ni lé zordi ?

La fote bann zinportatèr, la fote bann sèrviss agrikol, la fote toute sak té i ankouraz bann plantèr pou ansèrv bann poison pou la tèr.

Mi di sa pou rapèl lo passé, mé kossa i sorte éspass zordi mèm : gouvèrnman la kapone dovan bann gro zagrikiltèr, épi la done lankourajman pou ansèrv bann dézèrban, bann zinsèktisside,

mèm si lé koni ké bann produi-la i fé bonpé d'tor la santé demoune, kissoi bann plantèr zot mèm, kissoi bann konsomatèr, kissoi la tèr défoi kondané a zamé.

In madam i fé parti la sossyété Oasis la vni di sa é nou la konpri dann kèl malèr in gouvèrnman kaponèr l'aprè amenn anou. San ankouraz bann prodikssion bio... : astèr alon domann anou si dann sète afèr gouvèrnman, gro plantèr, épi bann fabrikan produi lété pa konpliss inn avèk l'ote. Lé fassil di ou lé pou l'agrikiltir bio, mé dégonf a loizir kan lo promyé traktèr i aparète dann shomin sa la pa in markaz kouraz.

Pars lé siréssèrtin gouvèrnman konm indistriyèl, konm gro plantèr néna arien a foutre la santé demoune : pou bann plantèr sé konm in suisside roganizé, pou bann konsomatèr sé in gran danzé zot lé d'dan, pou bann zindistriyèl larzan lé profétab toute zafèr, mèm la santé d'moune.

A bon antandèr, salu !

*Justin*